



**POLE AMENAGEMENT DURABLE
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES**

Réf : MAP2022004

ARRÊTÉ CONJOINT

**Le Président du Conseil Départemental du Loiret
Les maires des communes de La Chapelle-sur-Aveyron
et de Saint-Maurice-sur-Aveyron**

Arrêt à l'intersection de la RD 317, PR 6+655 côté gauche du carrefour "LES GILLETS" VC 22 et PR 7+800 côté gauche "LE MOULINET" VC 12, hors agglomération, sur le territoire des communes de La Chapelle-sur-Aveyron et de Saint-Maurice-sur-Aveyron

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2213-1 et L3221-4,

Vu le code de la route, et notamment ses articles R110-1, R110-2, R411-7, R411-8, R411-25 et R415-6,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière en vigueur,

Vu l'arrêté en vigueur du Président du Conseil départemental du Loiret conférant délégations de signature au sein de la Direction des Infrastructures,

Considérant qu'il incombe au Maire et au Président du Conseil départemental, dans le cadre de leurs pouvoirs de police de la circulation, de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique,

Considérant que l'absence de visibilité au carrefour formé par la RD 317 et les VC 12 et 22, sur le territoire des communes de La Chapelle-sur-Aveyron et de Saint-Maurice-sur-Aveyron, présente un risque important pour la circulation des véhicules à moteur et des cycles ; et qu'il y a donc lieu de modifier le régime de priorité par la pose d'une signalisation « stop ».

Arrêtent conjointement

Article 1 :

Les véhicules circulant sur les voies communales 12 et 22 et abordant la route départementale 317 devront marquer un temps d'arrêt STOP et céder le passage aux autres véhicules.

Article 2 :

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle en vigueur sera mise en place et à la charge du Département du Loiret.

Article 3 :

Les dispositions définies à l'article 1 prendront effet à compter de la mise en place, par le Département, de la signalisation visée à l'article 2.

Article 4 :

Toutes les dispositions antérieures au présent arrêté et relatives à l'intersection mentionnée ci-dessus sont abrogées.

Article 5 :

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :

Le présent arrêté sera d'une part, affiché à la commune de La Chapelle sur Aveyron et de Saint-Maurice-sur-Aveyron et d'autre part, publié sur le site internet du Conseil Départemental du Loiret, à l'adresse suivante : <https://www.loiret.fr/arretes-administratifs>.

Article 7 :

- Le Département du Loiret
- Les Communes de La Chapelle-sur-Aveyron et de Saint-Maurice-sur-Aveyron,
- Le Groupement de Gendarmerie du Loiret,



sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Chapelle-sur-Aveyron, le 16/03/2023

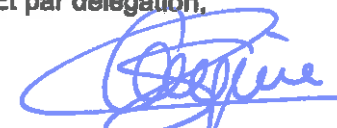
Fait à Orléans, le 14/04/2023

Le Maire de La Chapelle sur Aveyron,

Pour le Président du Conseil départemental,
Et par délégation,



Christian CHEVALIER
Maire (Loiret)



Sandrine EUGENE,
Directrice des Infrastructures.

Fait à St-Maurice-sur-Aveyron, le 17/03/2023

Le Maire de St-Maurice-sur-Aveyron,



Wondwossen KASSA
Maire (Loiret)

Voies et délais de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil Départemental et/ou au Maire dans un délai de deux mois suivant la date à laquelle toutes les formalités de publicité prévues au présent arrêté auront été accomplies ou d'un recours contentieux formé auprès du Tribunal Administratif d'Orléans, sis 28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1, ou via l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois suivant la date à laquelle toutes les formalités de publicité prévues au présent arrêté auront été accomplies.